

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !
Vive la Guerre Populaire !**

Parti Unifié des Communistes haïtiens

Les erreurs à ne plus jamais commettre

1971

L'attitude d'un parti politique envers ses fautes est un des critères les plus importants et les plus sûrs de son sérieux, de son aptitude à s'acquitter de ses devoirs envers sa classe et les masses laborieuses.

Reconnaître ouvertement une faute, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a provoquée, examiner attentivement les moyens de la réparer, c'est là l'indice d'un parti sérieux, c'est là pour un parti ce qui s'appelle faire son devoir, faire l'éducation de la classe et partant de la masse.

Il est de notoriété publique que la chasse aux communistes déclenchée quelques semaines après la constitution du PUCH a été l'œuvre d'un agent de la CIA infiltré dans nos rangs, Franck Eyssalem' (alias Charly).

Membre du Comité central de notre parti, ce misérable menait durant toute cette période d'infiltration une vie légale, alors que presque tous les autres dirigeants étaient clandestins.

Il put rentrer ainsi en possession d'importants documents secrets, envoyant à la torture et à la mort des dizaines de camarades, et offrir de plus à l'ennemi la possibilité d'organiser des manœuvres politiques visant à dénigrer le parti.

Ce fait, en plus du désarroi qu'il a causé dans les rangs de notre parti et dans les milieux révolutionnaires en général, a donné lieu à diverses réactions.

Les défaitistes en ont conclu à l'impossibilité de la lutte clandestine sous la dictature duvaliériste et dans les conditions de supervigilance de l'impérialisme nord-américain depuis le triomphe de la révolution cubaine.

Les petits-bourgeois ultra radicaux de paroles et de cafés (certains renégats du PEP et du PPLN-PUDA, déserteurs anticommunistes de fait ou à solde) qui se cachent derrière un paravent "anti-parti communiste" ou "anti-révisionniste", ont cru trouver l'occasion rêvée de jeter leur bave nihiliste contre notre Parti.

Se posant en juges connaisseurs de la guerre révolutionnaire et de la lutte clandestine, ils méconnaissent ou isolent certains faits, en déforment d'autres avec un cynisme outrecuidant, nourrissant ainsi, consciemment ou inconsciemment, la guerre psychologique anticommuniste que l'impérialisme et le duvaliérisme livrent sans merci au mouvement révolutionnaire haïtien.

Certains camarades, de leur côté exaltés par le courage et l'héroïsme

du travail clandestin du parti et par respect pour les camarades tombés dans la lutte, considèrent l'action néfaste de l'espion Franck Eyssalem et de quelques complices comme la seule cause des pertes subies.

D'autres trouvent les causes des déboires dans le manque d'armes.

Notre parti, disent-ils, avait suffisamment d'organisation, suffisamment d'hommes prêts à prendre les armes. Nous avons laissé passer le moment favorable parce que nous manquions d'armes et de munitions, et l'ennemi a pu nous devancer dans l'offensive. L'une et l'autre de ces explications nous dispenseraient donc de rechercher les causes profondes des événements de cette période.

Nous, de la direction du PUCH, nous ne saurions nous dérober à cette tâche.

Nous avons senti dans notre chair la force de coups portés par cet espion traître, au service des ennemis de la nation haïtienne.

Nous avons senti aussi avec amertume comment le manque d'armes a considérablement freiné notre élan vers le déclenchement des opérations militaires.

Cependant, nous ne pouvons imputer à ces seuls faits la responsabilité de notre défaite.

Certes, nous avons nourri un serpent venimeux dans notre sein, nous avons manqué d'armes et, au moment où nous en avons le plus besoin, la solidarité de certains camarades nous a fait défaut; mais il est surtout essentiel de souligner qu'à cette étape de la lutte, la vision de notre parti sur le plan théorique et pratique n'était pas suffisamment claire.

La lutte armée révolutionnaire est la tâche que l'histoire a mis sur le chemin du prolétariat haïtien pour se libérer de l'oppression et opérer en même temps les transformations démocratiques nécessaires devant conduire au socialisme dans notre pays.

L'analyse des événements nous permet de mettre à jour les erreurs et leurs caractéristiques dans le processus de la réalisation de cet objectif.

Comme on peut le lire dans *Boukan* 6-7-8, le parti n'avait pas élaboré une ligne politique claire, précise et bien formulée.

Il nous a manqué une conception unitaire des tâches fondamentales à accomplir, et le parti s'est trouvé ainsi privé de normes léninistes d'organisation d'un parti révolutionnaire.

Par conséquent, il nous était impossible de mettre sur pied le type d'organisation répondant aux exigences de l'application de notre ligne politique.

Cette imprécision dans notre ligne politique ainsi que l'inadaptation de notre organisation aux exigences de cette ligne se sont manifestées dans l'exécution de la tâche centrale du parti: la préparation et le déclenchement de la lutte armée.

La Charte de l'Unité des deux partis, parue deux mois avant le début de la grande répression, au lieu de dissiper cette confusion l'entretient davantage.

Elle proclame en effet article 8 la nécessité de la guerre populaire avec la guérilla comme chaînon central.

Plus loin, elle souligne que: puisque la violence macoutique s'exprime de façon permanente, indiscriminée et généralisée, l'entreprise de la résistance armée, tant à la campagne que dans les villes avant l'apparition de la guérilla, est une conduite politique opportune et nécessaire à la création des conditions subjectives de la révolution.

La nécessité d'entreprendre des opérations militaires avant l'apparition de la guérilla est incontestable, c'est une exigence du processus même de préparation et de formation de l'armée populaire.

Mais ces opérations militaires doivent répondre à certaines conditions en fonction même de leur objectif.

La formulation de la Charte ne laisse nullement voir cette articulation des différentes étapes dans le processus du déclenchement de la guerre populaire.

L'entreprise de la résistance armée, tant à la campagne que dans les villes, pouvait ainsi paraître à certains militants comme une forme de lutte parallèle autonome, il va de soi que l'orientation générale de la politique du parti allait en pâtir.

Au cours des années 1968-1969 (*Boukan* 6-7-8), nos organisations révolutionnaires ont entrepris et réussi plusieurs opérations militaires soit pour châtier les bourreaux, soit pour récupérer du matériel nécessaire à la préparation de la lutte armée.

La réussite de ces opérations et leurs conséquences constituent un tournant capital dans l'explication de certains de nos déboires.

L'analyse trop hâtive de ces succès partiels a conduit certains cadres dirigeants à sous-estimer de façon dangereuse la force de l'ennemi et par conséquent à surestimer les possibilités politiques et militaires du parti.

L'héroïsme et la bravoure d'un nombre important de militants bien servis par une bonne préparation militaire renforcèrent davantage l'idée d'une supériorité militaire sur l'ennemi.

Le parti s'est mis alors à défier les forces de répression, foulant parfois aux pieds les règles élémentaires de la clandestinité.

L'absence de réplique immédiate de l'ennemi nous faisait nous enliser davantage dans l'erreur.

Progressivement, des organisations du Parti en étaient arrivées à conduire leurs activités, particulièrement les activités militaires, comme si la participation des masses n'était pas l'élément fondamental de toute lutte révolutionnaire.

Une idée erronée et dangereuse s'était ainsi développée dans le Parti, l'idée que les actions armées, avec les conséquences en chaîne qu'elles entraîneraient, pourraient renverser la dictature pro-impérialiste sans qu'il soit nécessaire que cette lutte soit une lutte vraiment populaire.

La capacité du Parti pourrait suffire; ce serait donc en fait la lutte armée du Parti pour le peuple et non plus la lutte armée populaire sous la direction du Parti.

Ces courants déviationnistes, alliés à l'indiscipline et au libéralisme qui se sont développés tout au cours de leur processus, ont permis aux

forces de répression de trouver, en 1969-1970, un parti désarmé, privé des ressources populaires nécessaires pour faire face à toutes les éventualités de la lutte révolutionnaire.

La concentration des militants dans les villes a fortement aidé à la déviation. La guérilla était reconnue théoriquement comme chaînon principal de la lutte et l'on reconnaissait aussi qu'elle devait avoir comme base d'opération les mornes et les campagnes.

Cependant ce postulat théorique n'était pas suivi sur le plan politique par la mise en place de dispositifs d'organisation devant assurer le déclenchement de la guérilla.

Dans l'optique de la guérilla comme nécessité immédiate dans l'objectif de la guerre populaire, la concentration à la capitale répondait à d'autres exigences: la nécessité d'une forme d'organisation de la lutte au niveau des villes, en tenant compte de la participation du secteur progressiste des couches moyennes intéressé objectivement à cette étape tactique de la révolution et du fait que nous devons disposer d'une solide organisation de combat dans les centres nerveux de la vie économique, sociale et politique du pays.

Nous avons rencontré de grandes difficultés à concentrer des camarades préparés pour la guérilla sur le théâtre même des opérations (campagnes, mornes), étant donné les insuffisances du travail de préparation à cette fin dans certaines zones rurales, hormis Cazale.

Il fallait donc les concentrer quelque part dans une zone offrant des possibilités à un certain nombre de militants de "se perdre" tout en maintenant le contact rapide avec eux.

Port-au-Prince, comme unique grande ville, était tout indiqué pour cela.

Dans cette optique, Port-au-Prince n'était pas la base principale des opérations, mais un point de départ.

Cependant la concentration de militants attendant leur déplacement vers d'autres zones d'opérations entra en contradiction avec l'effervescence révolutionnaire, l'ambiance de violence qui régnait surtout à Port-au-Prince, créée par les différentes actions militaires.

Dans notre stratégie, Port-au-Prince devait être principalement un point de départ pour certains militants vers la guérilla dans les campagnes, mais en fait la ville se transforma en une base principale d'opérations ou étaient réunis un très grand nombre de militants.

Ce fut là une erreur grave et lourde de conséquences.

D'autre part, cette effervescence en se répandant sur d'autres points du territoire, à une étape antérieure au déclenchement de la guérilla, obligea certains camarades déjà implantés à la campagne à se replier sur Port-au-Prince.

L'effort de déconcentration entrepris en envoyant des cadres dans des zones déterminées pour y préparer le terrain pour la guérilla n'avait pas eu le temps de porter ses fruits.

La concentration des militants dans la ville alla ainsi en s'aggravant.

Une meilleure compréhension théorique de la tactique de la guerre populaire et l'unité de vue autour de la conception de la guérilla nous auraient amenés à accentuer le travail politique à la campagne jusqu'à y créer suffisamment de bases pour y placer le plus de cadres possible et les y maintenir avant même le déclenchement de la guérilla ou des

opérations limitées.

Si donc nous pensions garder comme réserve ces cadres techniquement prêts et disposés à la lutte pour qu'ils entrent en action au moment opportun, ces réserves, en premier lieu, nous les conservions en nombre relativement trop élevé en comparaison avec le nombre de cadres déjà situés sur les théâtres éventuels d'opérations; en deuxième lieu, nous les gardions trop concentrés; en troisième lieu, nous n'avions pas su créer assez de bases de réserves au sein des masses paysannes et urbaines où nos cadres pourraient se replier et déjouer les poursuites ennemies.

Ensemble de dispositions en contradiction avec les enseignements de la guerre populaire qui pose comme principe que le "révolutionnaire doit être au sein des masses comme le poisson dans l'eau".

Ainsi, non seulement notre ligne politique n'était pas claire, mais elle s'inspirait en outre d'une conception confuse de la lutte populaire.

Notre première erreur était donc ainsi d'ordre à la fois idéologique et politique.

Cette première catégorie d'erreurs à caractère idéologique et politique explique une série de fautes d'ordre organisationnel, et avant tout, le fait que le parti fut incapable d'adapter ses structures organisationnelles et son travail politique aux nécessités de la lutte populaire.

Durant toute une première étape de leur vie, aussi bien le PPN-PUDA que le PEP avaient orienté le gros de leur activité et de leur organisation vers les tâches de raffermissement de leur appareil clandestin et de pénétration dans les masses populaires, de diffusion du marxisme d'éducation et d'agitation.

Cette étape correspondait aux nécessités d'existence et de croissance de l'organisation marxiste-léniniste devant se forger dans le creuset de la discipline et de la clandestinité.

Quand, par la dialectique même de la lutte, les deux partis commencèrent à se familiariser avec la tactique de la lutte armée et de la guérilla, s'imposa alors la nécessité d'adapter les structures d'organisation et le style même du travail politique aux impératifs de la lutte armée.

Il s'agissait non seulement de transformer chaque militant en un éventuel soldat de la guerre populaire, mais aussi d'adopter de nouvelles structures d'organisation urbaines, de nouvelles formes de liaison avec les masses et une discipline conspirative beaucoup plus rigoureuse.

Des pas décisifs furent réalisés dans cette entreprise de restructuration.

Mais, durant toute cette période d'actions politico-militaires qui précéda la fusion et au moment de la fusion, cette entreprise était loin d'être achevée.

Le PUCH, élaborant dans sa Charte la tactique de la guerre populaire, n'était pas encore parvenu, au moment de la répression, à se structurer en fonction de cette ligne politique.

Nous n'étions pas encore parvenus à l'homogénéité organique et organisationnelle du Parti.

Les liaisons horizontales et larges établies avec les masses devaient être transformées, dans certaines bases tout au moins, en liaisons solides grâce à des noyaux bien organisés et clandestins d'ouvriers et de

paysans surtout.

Cela nous aurait permis de transformer ces bases en point d'appui pour la guérilla et d'y placer des cadres préparés.

Mais, n'ayant pas réussi à créer des bases de liaison solides durant l'étape antérieure au déclenchement des actions armées limitées, il nous était extrêmement difficile de le faire après, quand avait redoublé la vigilance de l'ennemi dans les mornes et les campagnes.

Aussi bon nombre de nos cadres préparés travaillaient exclusivement dans l'appareil clandestin du parti, et non pas au sein d'organisations de masse, soudés à ces organisations et luttant avec elles.

Cette situation, liée aux conditions de la clandestinité, s'était aggravée du fait même de nos actions d'agitation et de préparation militaire.

Ces actions obligeaient certains camarades ouvriers et paysans à rentrer dans, la clandestinité, à grossir les rangs de l'appareil clandestin du parti.

Nous n'avons pas su employer au mieux ces camarades et les envoyer dans d'autres bases où ils auraient pu continuer le travail dans les masses.

Les cadres sortaient des masses pour engorger l'appareil clandestin du parti et le mouvement inverse ne se faisait pas de façon systématique, ce qui diminuait progressivement, quantitativement et qualitativement, la capacité du parti à remplir les tâches légales de liaison et de mobilisation nécessaires à une lutte de libération nationale.

Le noyau dirigeant et l'ensemble des cadres professionnels étaient devenus trop lourds.

Cette situation découlait du niveau même de nos liaisons avec les masses, qui ne permettaient pas l'absorption de nos cadres dans les bases urbaines et rurales.

De plus s'opérait de façon accélérée le retour au pays de certains militants formés ou intégrés à l'étranger.

Cette hypertrophie des organismes dirigeants venait donc du fait que l'utilisation de nos cadres ne fut pas la plus rationnelle ni la plus efficace sur le plan révolutionnaire, ce qui contribua à exposer l'appareil de direction du parti aux coups de l'ennemi.

Aux erreurs idéologiques et politiques s'ajoutaient ainsi de graves insuffisances organisationnelles, véritables conséquences d'ailleurs des premières carences.

Ces déviations idéologiques et politiques se sont renforcées mutuellement au sein du parti, l'ont affaibli et ont ainsi considérablement limité ses différentes initiatives.

La direction du PUCH était consciente de cette situation et travaillait à résoudre ces graves problèmes.

Mais la composition même du parti compliquait considérablement cette tâche de redressement et de rectification à tous les niveaux.

En effet, dans notre approche théorique de la lutte politique et des problèmes organisationnels, nous n'avons pas considéré avec toute

l'importance qu'elle mérite la question de la composition de classe de notre parti, et les impératifs qui en découlent du point de vue de la lutte idéologique et politique, de la rigueur de l'organisation et des exigences de l'activité clandestine.

Vu les caractéristiques globales de la société haïtienne et les conditions historiques objectives dans lesquelles il est né, le mouvement communiste haïtien a grandi et s'est développé dans la petite bourgeoisie et a été fortement marqué par l'influence de cette couche sociale.

La présence des éléments petits-bourgeois au sein de notre parti est un produit direct de l'évolution de la société haïtienne.

La maturation des idées progressistes au sein des couches moyennes haïtiennes. aux différentes étapes de la crise économique, sociale et politique qui domine la société haïtienne depuis le mouvement de 1946 jusqu'à l'époque actuelle, a provoqué une nette différenciation au sein de ces couches.

Certains ont pris parti pour les classes privilégiées; il y en a qui hésitent; d'autres se sont radicalisés et ont choisi la voie révolutionnaire.

Le PTJCH détient une large part de l'héritage de cette poussée démocratique.

Le rayonnement du mouvement socialiste dans le monde, le prestige surtout de la révolution cubaine toute proche et enfin l'expérience de la lutte des classes ont poussé de nombreux intellectuels et professionnels de la petite bourgeoisie à adhérer au marxisme dès le début des années 60.

Les fondateurs des partis et organisations marxistes haïtiens ont été des intellectuels petits-bourgeois.

Mais même quand par l'étude, par la praxis de la lutte prolétarienne, les camarades les plus avancés arrivaient à s'identifier sur le plan idéologique avec la théorie de la classe ouvrière, l'influence petite-bourgeoise restait forte chez eux sous la forme de courants idéologiques réformistes ou aventuristes, opportunistes, attentistes ou anarchistes.

Ainsi combien de petits-bourgeois, marxistes de salon, étudiants, intellectuels, ont défilé au sein de notre mouvement, laissant une honteuse séquelle d'hésitation, de défaillance, de désertion, de trahison à la cause de la révolution!

Combien de jeunes issus de la petite bourgeoisie s'efforçaient de s'aligner sur les positions de la classe ouvrière et de l'idéologie prolétarienne, par conviction sincère, militant au sein du parti contre la dictature, pour la révolution et le socialisme, mais chez qui l'option révolutionnaire n'arriva pas à primer sur le vieil homme!

L'option de ces camarades petits-bourgeois, cadres du parti souvent, était honnête et sincère, mais c'est avec toutes les tendances et les caractéristiques de leur appartenance de classe qu'ils adhéraient à la cause de la révolution.

Le parti avait donc la tâche ardue et urgente d'aider ces camarades à se débarrasser de leurs idées et sentiments petits-bourgeois.

C'est une tâche permanente qui exige le concours du parti dans son ensemble, une pratique juste de critique et d'autocritique du sommet à la

base et l'application des règles de fonctionnement organisationnelles strictes.

L'influence des militants d'origine prolétarienne dans le parti est un des facteurs qui rend possible la réalisation de cette tâche.

Au moment de sa constitution, notre parti comptait de nombreux ouvriers qui lui apportaient toute la détermination, le sérieux, la persévérance de la classe ouvrière, "cette classe qui n'a rien à perdre".

Des camarades dirigeants comme Gaveau Desrosiers, Jean Destouches, membres du Comité central, étaient d'authentiques ouvriers sortis des entrailles du prolétariat, formés dans le marxisme-léninisme par le militantisme actif et l'éducation politique au sein du PPLN-PUDA et du PEP.

A tous les niveaux de l'organisation, la classe ouvrière était présente, assurant une base prolétarienne croissante à notre parti.

De même, les progrès du travail de propagande et d'organisation dans la paysannerie avaient porté de nombreux paysans pauvres à adhérer à notre parti où ils accomplissaient un travail de mobilisation de toute première importance pour la révolution.

Nous avons donc la base nécessaire pour mener à bien la tâche de créer un véritable parti prolétarien.

Mais la direction du parti n'a pas su reconnaître l'urgence et l'importance vitale de la consolidation des liens de l'organisation avec les ouvriers et la paysannerie pauvre, ni prendre par conséquent les mesures nécessaires pour renforcer ces liens.

Dans le développement du parti, nous n'avons pas, par la pratique, reconnu le caractère prioritaire de sa présence dans la classe ouvrière et dans la paysannerie pauvre, et du recrutement de membres d'origine et de condition prolétariennes.

Il est certes plus difficile de gagner des ouvriers et des paysans à l'idéologie marxiste que de convaincre des intellectuels petits-bourgeois.

Mais les militants ouvriers et paysans sont plus stables, plus disciplinés, plus susceptibles de devenir de véritables militants communistes.

Cette erreur permettra à la mentalité petite-bourgeoise de se développer au sein de l'organisation et d'y constituer un danger.

Et quand la direction du parti prendra conscience de ce danger, elle sera dépourvue des moyens nécessaires pour le combattre et l'extirper.

C'est ainsi que la préparation de la lutte armée avec tout ce qu'elle comporte d'exaltant est venue constituer une atmosphère favorable à l'affirmation de soi, germe de l'individualisme.

La tendance petite-bourgeoise s'est ainsi renforcée dans le parti.

Elle se manifesta par les faits suivants:

a) Libéralisme au sein de l'organisation qui entraînait un relâchement dans l'application des règles d'organisation de la vie conspirative et de la discipline clandestine du parti; non-observance rigoureuse des principes de critique et d'autocritique.

b) Relâchement dans l'application du principe du centralisme et du

cloisonnement qui doit régir un parti dans la clandestinité, principe légué par Lénine dans *Que faire?* Des dirigeants clandestins s'exposaient dans des travaux périphériques les mettant en contact avec un trop grand nombre de militants (par suite d'un manque de planification et d'une répartition inadéquate des tâches).

c) Relâchement dans les règles de discrétion: certains camarades communiquaient des secrets du parti à d'autres qui n'en avaient nullement besoin pour accomplir leur tâche concrète.

d) Ces défauts gêneront considérablement le fonctionnement des organismes de la direction du parti. L'hypertrophie du noyau central du parti le rendait objectivement plus vulnérable.

Certains camarades, au lieu de se retrancher dans les masses, vivaient repliés sur eux-mêmes dans des tâches d'agitation et d'actions armées, formule peu efficace et fragile quand elle s'applique au milieu urbain trop transparent, trop perméable à l'action policière.

Qu'une infiltration ait lieu dans les rangs d'un parti communiste, cela fait partie de la lutte implacable que la réaction et l'impérialisme livrent sans cesse aux forces révolutionnaires.

C'est une des règles du jeu.

Même le parti bolchevique, le grand parti de Lénine, en a souffert quand le traître Malinovski réussit à devenir collaborateur de Lénine et membre du Comité central et envoya ainsi des dizaines et des dizaines des meilleurs cadres du parti à la déportation et à la mort.

Dans le cadre de notre parti, des erreurs idéologiques et politiques, avec leurs conséquences sur le plan organisationnel, avaient entraîné, en

1969, à la veille de la répression, le développement de déviations graves au sein de l'organisation.

Or, vu l'influence de la mentalité petite bourgeoise qui marquait profondément le fonctionnement de certains de nos organismes de direction, il était très difficile de combattre efficacement ces déviations.

Les dirigeants du parti étaient conscients de ces problèmes qui faisaient l'objet de discussions incessantes au Comité central. Ils étaient soucieux d'apporter, par la recherche en commun et par la pratique, une solution juste à ces questions vitales.

Mais le fait est que le parti se trouvait alors dans une situation de faiblesse.

Ainsi s'explique que l'infiltration de l'ennemi dans notre organisation ait pu permettre à la police de Duvalier aidée par la CIA, de frapper si durement notre parti et de porter des coups terribles à la lutte révolutionnaire du peuple haïtien.

La tâche d'un parti marxiste est de prévenir l'infiltration de l'ennemi dans son sein par une vigilance permanente et d'arriver, en cas d'infiltration, à limiter les dégâts par le respect absolu des règles léninistes d'organisation.

L'étude des expériences du mouvement révolutionnaire mondial et l'assimilation de ces règles d'organisation permettent à un parti de se fortifier et de se prémunir contre la répression ennemie.

La question de défendre le parti contre la répression, de protéger son noyau dirigeant, est fondamentalement un problème idéologique; il est lié à la nécessité de créer dans la pratique une véritable organisation

révolutionnaire où les règles léninistes soient appliquées rigoureusement à tous les niveaux.

FACE A LA CONJONCTURE : UN COMBAT POUR LA LIBERTE

Aujourd'hui la lutte du peuple haïtien est entrée dans une nouvelle étape.

Le dictateur Duvalier, mourant de sa bonne mort sans connaître le juste châtiment que méritaient ses crimes, a pu imposer en héritage à la nation le duvaliérisme avec son fils Jean-Claude Duvalier et toute une clique de gangsters.

La clique duvaliériste, modernisant sa machine de répression avec la constitution des Léopards et l'adoption de toute une série de mécanismes d'intimidation et de démagogie, prétend elle aussi se perpétuer au pouvoir.

Tous les secteurs réactionnaires et antinationaux (bourgeoisie mulâtre et noire, grands propriétaires fonciers, hauts gradés de l'armée et de l'administration) font bloc autour du régime duvaliériste.

L'impérialisme yankee appuie ouvertement le régime sur le plan militaire et politique, lui fournissant des armes modernes (tanks, hélicoptères, bateaux de guerre, mission militaire) et une aide économique (prêts de la BID et du Fonds monétaire; dons de l'Agence internationale de développement).

La dictature duvaliériste, accentuant son caractère antinational, livre le

pays, pieds et poings liés, aux compagnies étrangères.

A la vente de l'Île de la Tortue, s'ajoute aujourd'hui la honteuse concession faite à la Wendels Philips Cie. pour l'exploitation du pétrole sur tout le territoire national.

Au monopole du minerai de cuivre, s'est ajouté le commerce éhonté du sang des chômeurs et la traite des cadavres haïtiens.

La corruption et le vol atteignent des niveaux inédits.

La clique des duvaliéristes, main dans la main avec la bourgeoisie, amasse des fortunes scandaleuses au moyen de la contrebande, de l'évasion fiscale, du trafic de drogue et de toutes sortes d'affaires louches.

Dans une véritable ruée vers l'or, les anciens et les nouveaux riches étalent avec insolence leur luxe aux yeux du peuple.

La misère des masses s'est accrue avec l'augmentation des impôts, le renchérissement des biens de première nécessité, le gel du salaire des ouvriers, la retenue des traitements des petits fonctionnaires durant deux ou trois mois, les abus de toutes sortes faits à tous ceux qui osent prendre leur distance vis-à-vis de la clique duvaliériste.

Le duvaliérisme se révèle plus que jamais aux yeux du peuple tout entier comme une force d'oppression qui traîne dans la honte la nation haïtienne, approfondit les maux de notre société et les intérêts de toutes les classes et de toutes les couches nationales et populaires.

Les conditions objectives pour la révolution mûrissent.

Le mécontentement populaire ne peut plus être étouffé.

Les manifestations des chauffeurs de Carrefour, des ouvriers de Péligré et du Ciment d'Haïti, la protestation des paysans de l'Artibonite et de la plaine de Léogane, sont autant de manifestations du progrès qui s'opèrent dans la conscience politique des masses.

Face à cette conjoncture, notre Parti unifié des communistes haïtiens renforce sa structure organisationnelle, travaille sans relâche afin de pénétrer dans les masses ouvrières et paysannes, d'activer leur prise de conscience, d'encourager la naissance d'organisations de masse et de livrer avec elles le combat national libérateur.

Plus que jamais, notre parti pense qu'à la violence des oppresseurs il faut opposer la violence organisée des masses opprimées.

La lutte armée populaire demeure, en cette étape historique, la voie qui devra mener notre peuple travailleur à la conquête de la liberté, de la justice et de l'indépendance, nationale ouvrant la voie à l'instauration du socialisme en Haïti.

Le PUCH, en tant que parti marxiste-léniniste qui conduit la lutte des masses travailleuses vers le socialisme, considère que pour bien remplir son rôle historique il doit parvenir à une rigoureuse discipline prolétarienne. Comme le soulignait Lénine:

Petit groupe compact, nous suivons une voie escarpée et difficile, nous tenant fortement par la main. De toutes parts nous sommes entourés d'ennemis et il nous faut marcher presque constamment sous leur feu.

Nous nous sommes unis en vertu d'une union librement consentie, précisément afin de combattre l'ennemi et de ne pas tomber dans le marais d'à côté, dont les hôtes, dès le début, nous ont blâmés d'avoir formé un groupe à part et préféré la voie de la lutte à la voie de la conciliation et de la phrase révolutionnaire.

Cette discipline doit reposer sur de solides bases prolétariennes.

Du point de vue numérique et organisationnel, en dépit d'une augmentation significative pendant ces dernières années, la classe ouvrière haïtienne est faible.

Mais la place qu'elle occupe dans les rapports de production la rend sensible au message révolutionnaire.

Ce n'est pas par hasard qu'elle manifeste inlassablement sa volonté de lever la tête contre le joug duvaliériste et la croissante exploitation de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Notre parti n'épargnera aucun effort pour s'implanter dans la classe ouvrière, soutenir ses luttes revendicatives, élever sa conscience de classe et l'amener sur les positions de lutte révolutionnaire.

Le travail dans la paysannerie mérite une attention particulière, vu l'importance de la paysannerie dans la population haïtienne et le fait que la grande masse de cette paysannerie est cruellement exploitée.

La mobilisation de la paysannerie pauvre dans la lutte de libération doit être la fruit d'un travail systématique d'implantation, d'éducation et d'organisation.

Il s'agit de pénétrer au cœur des habitants des mornes et des campagnes, de canaliser leur mécontentement dans le sens de leurs revendications

les plus vitales et de la conquête des objectifs de la lutte armée révolutionnaire.

Le rassemblement de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires a toujours été une tâche qui occupe une place importante dans la théorie léniniste de la révolution socialiste.

Il est indispensable de combiner la lutte pour les revendications immédiates des grandes masses populaires et de tous les secteurs patriotiques et nationaux avec celle pour la constitution d'un Etat démocratique et national et la bataille pour le socialisme.

Comme nous n'avons jamais cessé de le souligner, la tâche primordiale de notre révolution est d'écraser le pouvoir duvaliériste, de nous libérer à jamais de l'emprise de l'impérialisme et de ses valets, et de réaliser par l'union de toutes les forces anti-impérialistes et nationales les transformations fondamentales qui mènent à l'édification du socialisme dans notre pays.

Pour parvenir à ces objectifs stratégiques, le processus révolutionnaire haïtien devra passer par différentes étapes ou différents niveaux d'action révolutionnaire, avec la participation la plus large des masses populaires du pays et des patriotes de toutes tendances.

Dans la poursuite de ces objectifs, notre Parti unifié des communistes haïtiens pose comme tâche actuelle:

- 1.** La mobilisation de toutes les forces progressistes en un Front uni qui doit inclure toutes les classes et couches opposées à la dictature et à l'impérialisme. Cette mobilisation se fera autour d'un programme d'action propre à satisfaire tous les secteurs et groupements politiques disposés à lutter ensemble pour la libération nationale.

2. La mise en oeuvre des moyens pratiques en vue de combattre efficacement les ennemis de la nation, de les vaincre et d'instaurer en Haïti un pouvoir d'Etat de nature à satisfaire les revendications populaires et d'exécuter un programme démocratique pouvant transformer la situation économique, sociale et culturelle du peuple.